



## **Règlement d'intervention de la Région**

Fonction n°9 : Action économique

Sous-fonction n°92 : Recherche et innovation

Programme n°01 : Recherche et compétitivité

Programme n°05 : Transfert de technologie et innovation

### **Actions annuelles – Programmes pluriannuels**

## **PROJETS DE RECHERCHE INNOVATION**

1. Accords cadre de recherche innovation
2. Investissements
3. Fonctionnement

La politique régionale en faveur de la recherche et l'innovation pour la période 2014-2020 a pour enjeu la mise en place d'une stratégie de différenciation intelligente (Research and Innovation Stratégies for Smart Spécialization - RIS3 ou Stratégie Régionale pour l'Innovation-Spécialisation Intelligente – SRI-SI) qui consiste en une concentration des moyens sur un nombre restreint de thèmes représentant un avantage concurrentiel au plan européen en termes d'innovations conduisant à du développement socio-économique. Cette politique vise par conséquent à rapprocher la recherche bourguignonne du tissu économique local et à attirer des compétences de haut niveau en vue de faire de la Bourgogne une région d'Europe reconnue pour son potentiel d'innovation et sa transformation en produits, services et procédés au bénéfice des bourguignons et de leur industrie. Ainsi, le renouvellement de l'accord-cadre recherche-innovation vise à accompagner les projets de recherche-innovation qui seront soutenus vers la valorisation et l'innovation, à inciter à la création d'entreprise et à la structuration d'un écosystème régional de l'innovation efficace et lisible.

### **1. Accord-cadre de recherche – innovation :**

#### **1.1 Correspondants Recherche-Innovation**

##### **Objectifs :**

Assurer une interface entre la communauté scientifique, dans sa diversité statutaire, thématique et géographique, et la Région en vue d'optimiser l'ingénierie, le suivi et l'évaluation des projets-intégrés, et autres dispositifs d'aide au titre de l'enseignement supérieur et de la recherche et du transfert de technologies.

**Bénéficiaire :** Etablissements d'enseignement supérieur et de recherche

##### **Nature et montant de l'aide :**

Soutien aux dépenses salariales chargées de la fonction « correspondant Recherche-Innovation ». Aide de 50% de la dépense éligible plafonnée à **75 000 €**.

## **Procédure et évaluation :**

La Région est associée avec voix délibérative au recrutement des correspondants. La Région est sollicitée par le bénéficiaire avant toute modification du dispositif, notamment celles impactant l'emploi contractuel de ces correspondants.

## **1.2 Accord-cadre de recherche-innovation 2015-2017 (PARI II)**

### **Objectifs :**

La programmation 2015-2017 de des projets intégrés de recherche innovation fait l'objet d'un seul et unique accord-cadre signé par tous les bénéficiaires, l'Etat et la Région. L'objectif de cet accord-cadre, **sur la base de l'accord-cadre transitoire 2014 proposé au vote des élus à la session du 20 octobre 2014**, est de soutenir prioritairement et pour les **trois** années à venir les projets de recherche-innovation **sélectionnés par la Région** et répondant aux critères définis par la politique régionale de recherche et d'innovation, principalement la SRI-SI.

L'accord-cadre fait l'objet d'un avenant financier annuel prévisionnel.

### **Bénéficiaires :**

Etablissements d'enseignement supérieur et de recherche, organismes de recherche, centres hospitaliers universitaires et établissements associés (notamment le Centre Georges-François Leclerc), structures de valorisation/transfert de technologies (dont SATT), associations de Bourgogne, Fondation de Coopération Scientifique, future Communauté d'Universités et Etablissements (**COMUE**) et entreprises ayant leur siège social ou implantées en Bourgogne.

### **Nature et montant de l'aide :**

Investissement, fonctionnement et opérations éligibles aux règlements « Jeunes Chercheurs », « Chercheurs », « Coopération internationale et interrégionale » et « Promotion de la recherche et CSTI ».

### **Conditions de recevabilité / opérations aidées:**

Investissement, fonctionnement, et opérations éligibles aux règlements « Jeunes Chercheurs », « Chercheurs », « Coopération internationale et interrégionale » et « Promotion de la recherche et CSTI ».

## **Procédure et évaluation :**

Pour être éligibles, les projets proposés devront réunir plusieurs des critères suivants :

- ⇒ S'inscrire dans la dynamique de différenciation intelligente énoncée dans la SRI-SI et les futurs CPER et PO FEDER et donc viser à concourir au développement économique de la Région dans les domaines stratégiques identifiés,
- ⇒ Avoir un caractère interdisciplinaire,
- ⇒ Etre portés par un ou plusieurs établissements d'enseignement supérieur et de recherche bourguignons ou structure de valorisation agissant pour le compte d'équipes de recherche reconnues par les tutelles ministérielles
- ⇒ Dans le cas d'une unité mixte de recherche (double tutelle), seules seront éligibles les dépenses réalisées par le bénéficiaire de la subvention.
- ⇒ Envisager une action de Culture Scientifique Technique et Industrielle
- ⇒ Tendre vers le transfert de technologies au profit du tissu économique,
- ⇒ S'inscrire dans un cadre collaboratif,
- ⇒ Les projets interrégionaux notamment avec la Franche-Comté ou retenus dans le cadre du Programme Investissements d'Avenir seront encouragés

## **2. Investissements - Actions annuelles / programmes pluriannuels**

### **2.1 Projets intégrés de l'accord cadre**

#### **Objectif :**

Soutenir les équipements associés à la réalisation des projets intégrés (nouvelles acquisitions, jouvence des matériels)

#### **Bénéficiaires :**

Etablissements d'enseignement supérieur et de recherche, organismes de recherche, centres hospitaliers universitaires et établissements associés (notamment le Centre Georges-François Leclerc), structures de valorisation/transfert de technologies (dont SATT), associations de Bourgogne, Fondation de Coopération Scientifique, future Communauté d'Universités et Etablissements (CUE) et entreprises ayant leur siège social ou implantées en Bourgogne.

#### **Nature et montant de l'aide :**

Subvention plafonnée à 70 % du coût éligible d'acquisition de l'équipement. Dans des cas très exceptionnels, le montant de la subvention pourra être supérieur à 70% lorsque le projet présente un intérêt majeur pour la Région.

Dans le cas d'une unité mixte de recherche (double tutelle), seules les dépenses réalisées par le bénéficiaire de la subvention seront éligibles.

#### **Conditions de recevabilité / opérations aidées :**

1. Equipements mobiliers
2. Equipements communs à plusieurs équipes et/ou avec les grands organismes de recherche (Université de Bourgogne, INRA, CNRS, INSERM, CEA, AGROSUP, Arts et Métiers ParisTech CLUNY, ESC, ...) et/ou avec les industriels,
3. Equipements pour des plateformes technologiques ouvertes vers le transfert en direction des entreprises.
4. Equipements de recherche au bénéfice du Pôle recherche-innovation du CHU et établissements associés notamment le Centre Georges-François Leclerc.

#### **Procédure /évaluation :**

Les projets présentés au travers de l'accord-cadre de recherche innovation ou dans le cadre de partenariats public-privé sont soutenus prioritairement.

Les dossiers de demande sont à adresser au Président de la Région Bourgogne sous couvert du représentant légal de l'organisme ou établissement de rattachement.

Les dossiers sont instruits par les services de la Région qui pourront faire appel aux instances de gouvernance **existantes (conseil de programmation conjoint, conseil de programmation thématiques)**, ainsi qu'à toute expertise extérieure que la Région estimerait nécessaire.

#### **Conditions particulières :**

Le bénéficiaire de la subvention s'engage à maintenir en Bourgogne, et pour l'utilisation prévue, les équipements financés, sauf dérogation demandée préalablement au Président du Conseil régional. Un remboursement total ou partiel de la subvention pourra être demandé si cette condition n'est pas respectée.

Le logo de la Région doit figurer sur tous les équipements financés par le Conseil régional (en tout ou partie) en conformité avec le règlement des subventions régionales.

## **2.2 Projets de recherche et de transfert de technologies**

### **Objectif**

Soutenir la recherche et renforcer l'innovation et le transfert de technologies vers les PME/PMI bourguignonnes, notamment dans leur démarche de recherche-développement, en soutenant l'acquisition d'équipements mobiliers.

### **Bénéficiaires, Nature et montant de l'aide, Procédure/évaluation, Conditions particulières :**

Se référer au chapitre 2.1

## **3. Fonctionnement - Actions annuelles – programmes pluriannuels**

### **3.1 Fonctionnement des projets intégrés**

#### **Objectif :**

Conforter la recherche fondamentale et appliquée développée par les projets intégrés.

- Conforter la recherche développée par les établissements et laboratoires bourguignons, au travers d'une recherche collaborative entre plusieurs unités labellisées,
- Accompagner des projets issus d'une recherche d'excellence vers l'exploitation commerciale des résultats,
- Conforter les dispositifs de transfert de technologies des établissements de recherche et des structures de transfert, en vue notamment de :
  - o Développer la compétitivité scientifique et technologique des entreprises,
  - o Promouvoir et soutenir la démarche recherche-développement dans les PME/PMI de Bourgogne,
  - o Favoriser l'accès des entreprises et des acteurs du monde économique à de nouvelles technologies issues des établissements de recherche.
- Mobiliser les acteurs locaux de la CSTI et les chercheurs pour des actions de médiation vers la société, en particulier les jeunes publics.

#### **Bénéficiaires :**

Etablissements d'enseignement supérieur et de recherche, organismes de recherche, centres hospitaliers universitaires et établissements associés (notamment le Centre Georges-François Leclerc), structures de valorisation/transfert de technologies (dont SATT), associations de Bourgogne, Fondation de Coopération Scientifique, future Communauté d'Universités et Etablissements (**COMUE**) et entreprises ayant leur siège social ou implantées en Bourgogne.

#### **Nature et montant de l'aide :**

Subvention plafonnée à 70 % du coût éligible de l'opération. Dans des cas très exceptionnels, le montant de la subvention pourra être supérieur à 70% lorsque le projet présente un intérêt majeur pour la Région.

Dans le cas d'une unité mixte de recherche (double tutelle), seules les dépenses réalisées par le bénéficiaire de la subvention seront éligibles.

#### **Conditions de recevabilité / opérations aidées :**

- Contrats d'étude pour des actions de recherche ou de transfert de technologies structurantes et/ou coordonnées entre plusieurs unités labellisées,
- Missions des structures de transfert de technologie et d'innovation.

Pour les contrats d'étude de recherche ou de transfert de technologie :

- ↳ la durée d'exécution est, conformément au règlement des subventions régionales, fixée à une année à compter de la date de signature de la convention. Dans le cadre d'un cofinancement FEDER, ce délai sera porté à deux ans pour un parallélisme des formes

- ↳ Les dépenses éligibles comprennent l'ensemble des coûts externes directement liés à la réalisation du contrat
- ↳ Elles peuvent comprendre, après justification, des travaux de sous-traitance à des organismes publics et exceptionnellement à des structures privées

Pour les missions des structures de transfert de technologie et d'innovation, les dépenses éligibles comprennent les frais fixes du personnel administratif et d'encadrement, les frais généraux et ceux liés au fonctionnement.

Les projets doivent faire l'objet d'un co-financement public ou privé. Les financements privés sont encouragés.

#### **Procédure /évaluation :**

Les projets présentés au travers de l'accord-cadre de recherche innovation ou dans le cadre de partenariats public-privé sont soutenus prioritairement par la Région.

Les dossiers de demande sont à adresser au Président de la Région Bourgogne sous couvert du représentant légal de l'établissement ou de l'organisme.

Ces dossiers sont instruits par les services de la Région qui pourront faire appel aux instances de gouvernance qui seront mises en place en 2014 ainsi qu'à toute expertise extérieure que la Région estimerait nécessaire.

### **3.2 Soutien aux programmes de recherche et de transfert de technologie**

#### **Objectifs :**

- Conforter la recherche développée par les établissements et laboratoires bourguignons, au travers d'une recherche collaborative entre plusieurs unités labellisées,
- Accompagner des projets issus d'une recherche d'excellence vers l'exploitation commerciale des résultats,
- Conforter les dispositifs de transfert de technologies des établissements de recherche et des structures de transfert, en vue notamment de :
  - Développer la compétitivité scientifique et technologique des entreprises,
  - Promouvoir et soutenir la démarche recherche-développement dans les PME/PMI de Bourgogne,
  - Favoriser l'accès des entreprises et des acteurs du monde économique à de nouvelles technologies issues des établissements de recherche.
- Mobiliser les acteurs locaux de la CSTI et les chercheurs pour des actions de médiation vers la société, en particulier les jeunes publics.

Dans le cas d'une unité mixte de recherche (double tutelle), seules les dépenses réalisées par le bénéficiaire de la subvention seront éligibles.

#### **Bénéficiaires, Nature et Montant de l'aide, Conditions de recevabilité / opérations aidées :**

Se référer au chapitre 3.1

### **3.3 Soutien au fonctionnement et aux projets de l'Incubateur de Bourgogne PREMICE / CEEI**

#### **Objectif :**

Soutenir les projets pouvant conduire à la création d'entreprises de technologies innovantes et le fonctionnement de la structure PREMICE - incubateur de Bourgogne / CEEI

#### **Bénéficiaire :**

Association PREMICE /CEEI (Pôle de Ressources et de Management de l'Innovation).

**Conditions de recevabilité :**

Sont pris en compte les frais fixes du personnel et les frais généraux de la structure, les frais de fonctionnement imputables aux projets, ainsi que les coûts directs des projets académiques et CEEI.

**Nature et montant de l'aide :**

Subvention de 50 % maximum du coût du projet. Une convention particulière est établie entre le bénéficiaire et la Région.

**Procédure :**

Le dossier type complet est à adresser au Président de la Région Bourgogne en 2 exemplaires.

**3.4 Allocation du créateur****Objectif :**

Soutenir les porteurs de projets de technologies innovantes **issus de la recherche publique** pouvant conduire à la création d'entreprises en région Bourgogne.

**Gestionnaire :**

Association PREMICE.

**Bénéficiaire :**

Porteur (personne physique) d'un projet de création d'entreprise de technologies innovantes **issu de la recherche publique et** en incubation dans PREMICE

**Conditions cumulatives de recevabilité :**

- l'entreprise ne doit pas être créée,
- le projet ne doit pas avoir déjà bénéficié du présent dispositif,
- **le porteur de projet doit être titulaire d'un diplôme au moins équivalent à un MASTER 2 obtenu dans l'enseignement supérieur public,**
- le porteur de projet doit être sans emploi et sans ressources,
- le porteur de projet doit être engagé à temps plein sur le projet et signataire ou cosignataire du contrat d'incubation avec PREMICE,
- Le porteur doit s'engager par écrit à créer l'entreprise en Bourgogne.

**Nature et montant de l'aide :**

Subvention de 100 % des salaires chargés plafonnés à 32 500 € versés au porteur de projet sur une durée maximum de 12 mois sur la base d'un contrat de travail adapté.

**Procédure :**

Le dossier type complet est à adresser au Président de la Région Bourgogne.

Il comprend la demande argumentée et les justificatifs nécessaires sur **les diplômes et** la situation professionnelle du porteur de projet (emploi et ressources).

**Conditions particulières :**

L'aide régionale prend fin dès lors que l'entreprise est créée juridiquement.

**3.5 Prestation de Conseil en Valorisation (PCV)****Objectif :**

Accompagner les premiers pas d'un laboratoire de recherche public dans une démarche de valorisation de résultats de recherches scientifiquement validés.

**Gestionnaire :**

SATT **Grand-Est** ou autre structure de valorisation.

**Bénéficiaires :**

Etablissements d'enseignement supérieur et de recherche de Bourgogne.

**Nature et montant de l'aide :**

- Subvention de 100 % du coût de la prestation plafonnée à 5 000 € HT,
- Les prestations concernées ont pour objectif de procéder à un état des lieux et d'apporter un éclairage de spécialistes sur les plans juridique, technologique, économique, financier,

**Procédure :**

Le dossier type est à adresser au Président de la Région Bourgogne.

**4. Programme opérationnel FEDER 2014-2020**

Certaines opérations de ce programme pourront bénéficier de fonds FEDER. La détermination des bénéficiaires, des critères d'éligibilité et de priorité, des assiettes éligibles et des taux d'intervention communautaire figurent dans les règlements d'intervention de la Région, au programme n° 04-31 subvention globale FEDER 1.

**5. Annexes**

- Convention type DESR « Allocation du créateur dans le cadre de l'incubation d'un projet de technologie innovante »
- Convention type DESR « Soutien à l'investissement Région – Centre de Recherche » au titre de l'accord-cadre 2015-2017
- Convention type DESR « Soutien à un programme de recherche Région – Centre de Recherche » au titre de l'accord-cadre 2015-2017

**CONVENTION D'ALLOCATION DU  
CREATEUR DANS LE CADRE DE  
L'INCUBATION D'UN PROJET DE  
TECHNOLOGIE INNOVANTE  
EN BOURGOGNE**

**N° 2015 - .....**

ENTRE d'une part :

La Région Bourgogne, sise 17 boulevard de la Trémouille à DIJON, représentée par Monsieur François PATRIAT, Président de la Région Bourgogne, dûment habilité à l'effet de signer la présente par délibération du Conseil régional n° ..... en date du ....., ci-après désignée par le terme « la Région ».

ET d'autre part :

L'association PREMICE - incubateur de Bourgogne/CEEL, sise Maison de l'Innovation, 64A rue de Sully, à DIJON ci- après désigné par le terme « PREMICE » représenté par Roger GUILARD, Président de PREMICE ayant tout pouvoir pour agir au nom et pour le compte de PREMICE,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le règlement budgétaire et financier adopté les 24 et 25 janvier 2011

Vu le règlement des subventions régionales adopté les 13 et 14 janvier 2014,

Vu la demande d'aide formulée par PREMICE en date du.....

Vu la délibération du conseil régional n° ..... en date du ....., transmise au Préfet de la Région Bourgogne le .....,

Il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup> – Objet :**

La présente convention a pour objet de définir les modalités d'octroi d'une allocation du créateur par la Région à PREMICE, dans le cadre du projet de création d'entreprise de technologie innovante en région Bourgogne intitulé « ..... », ainsi que les engagements réciproques de chacune des parties.

**Article 2- Engagements de la Région :**

La Région s'engage à :

- financer le projet décrit à l'article 1er en accordant une subvention de ..... € sur un coût total de ..... €, conformément à l'annexe financière jointe en annexe et destinée à couvrir 100 % de la rémunération (salaires + charges sociales) de M ....., allocataire, sur une durée maximum de 12 mois. L'aide régionale prend fin dès lors que l'entreprise est créée juridiquement.
- Verser l'allocation, selon les modalités décrites à l'article 4, sous réserve de la production des



formalités exigées par ce même article. Le non-respect de ces conditions peut donner lieu à la suspension de tout ou partie du versement des sommes allouées ou à l'annulation de l'allocation elle-même.

- Verser l'allocation à PREMICE et à faire porter les fonds au crédit du compte ouvert :  
au nom de : Association PREMICE  
Banque : CREDIT AGRICOLE CHAMPAGNE-BOURGOGNE  
Agence de : Dijon Entreprises  
Code Banque : 11006  
Code guichet : 21052  
N° de compte : 52108285362  
Clé RIB : 73
- Exercer un contrôle et un suivi scientifique sur l'utilisation des fonds octroyés et la réalisation effective des opérations mentionnées à l'article 1er.

### **Article 3- Engagements de PREMICE :**

PREMICE s'engage à :

- Utiliser l'allocation pour la réalisation du projet de technologie innovante en région Bourgogne visé à l'article 1er.
- Produire les documents et justificatifs exigés à l'article 4, nécessaires au versement de la subvention.
- Permettre à la Région d'effectuer tout contrôle sur la réalisation technique et scientifique des opérations précitées, l'utilisation des fonds mis à sa disposition
- Laisser un libre accès à tous les documents administratifs, comptables, techniques et scientifiques.
- Faire mention du concours financier de la Région et à apposer le logo type du Conseil Régional surtout supports de communication.
- Signaler tout changement ou événement majeurs susceptibles de modifier sa situation juridique, économique ou financière (mise sous sauvegarde, conciliation, état de liquidation ou d'interdiction judiciaire).
- Procéder en cas de non réalisation, totale ou partielle de la dépense subventionnable affectée au projet indiqué à l'article 1er, à la restitution du reliquat à l'échéance de la convention. A défaut, la Région pourra procéder à l'émission d'un titre de recette correspondant au reliquat.

### **Article 4- Versement de l'allocation :**

Ce versement sera effectué selon les modalités suivantes :

- 1<sup>er</sup> acompte : 30 % soit....., à la signature de la convention ;  
D'autres acomptes pourront être versés à la demande de PREMICE sur présentation des justificatifs faisant apparaître le montant des dépenses réalisées.  
Le versement du solde sera effectué sur présentation :
  - d'un bilan financier conforme au budget prévisionnel présenté, accompagné de la copie des bulletins de salaires des 12 mois (maximum),
  - d'un compte-rendu d'activité au titre de la bonne utilisation des fonds alloués,
  - de la justification de la publicité de l'aide régionale comme précisé à l'article 3 ci-dessus et conformément à l'article 1.10 du règlement des subventions régionales.

La Région verse la subvention visée à l'article 2, au prorata des dépenses effectivement réalisées au regard de la dépense subventionnable, sous réserve de la production des pièces justificatives (bulletins de salaire) et conformément aux articles 1.5, 1.6 et 2.1 du règlement des subventions régionales.

#### **Article 5- Modalités de réalisation du projet :**

Un programme détaillé du projet est défini dans l'annexe technique jointe à la présente convention.

Ce projet sera réalisé par M .....,

L'allocataire est salarié de PREMICE et travaillera à plein-temps sur le projet.

#### **Article 6- Sanctions :**

6-1. La Région se réserve le droit de ne pas verser les sommes dues au titre de l'allocation accordée si PREMICE n'a pas fourni l'ensemble des pièces justificatives exigées à l'article 4 dans le délai de 6 mois après la fin de la présente convention.

6-2. La Région peut exiger le remboursement intégral des sommes déjà versées après mise en procédure de recouvrement par le payeur Régional sur présentation d'un titre de recette émis par elle dans les hypothèses suivantes 3 mois après leurs réalisations :

- En cas de manquement total ou partiel à l'une des obligations de l'article 3.
- Si les informations fournies par PREMICE s'avéraient fausses, inexactes ou incomplètes.
- En cas d'abandon, de changement de destination des opérations définies à l'article 1er, de la cessation ou transformation significatives de l'activité de PREMICE ou du transfert de celle-ci hors de la Région Bourgogne pendant une période de 5 ans ou encore de sa dissolution.
- Si PREMICE était déclaré en état d'interdiction ou de liquidation judiciaire, de sauvegarde ou de conciliation.

#### **Article 7- Résiliation :**

La mise en oeuvre des dispositions visées à l'article 6 précité entraînera la résiliation de plein droit et sans indemnité de la présente convention, sauf cas de force majeure ou accord écrit de la Région.

#### **Article 8- Délai de réalisation :**

L'opération subventionnée devra être réalisée entre le ... (date de dépôt de la demande complète) et la date limite de fin de réalisation de l'opération, soit un an à compter de la date de signature par le Président du Conseil régional de Bourgogne de la présente convention. Cette période correspond à la période d'éligibilité des dépenses.

La convention doit être signée par PREMICE dans un délai maximum de 6 mois à partir de l'envoi pour signature par la Région. Passé ce délai, les engagements de la Région seront frappés de caducité.

#### **Article 9- Règlement amiable :**

En cas de difficulté quelconque liée à la conclusion ou l'exécution de la présente convention, quelle qu'en soit la cause ou l'objet, il est expressément convenu, et ce avant tout recours contentieux, que les parties procéderont par voie de règlement amiable. Pour ce faire, les parties s'obligent à entamer, sans délai et sans condition préalable, des négociations aux fins de résoudre tout différend.

#### **Article 10- Attribution de la juridiction :**

A défaut de règlement amiable visé à l'article 9, le tribunal administratif de Dijon sera seul compétent pour connaître du contentieux.

#### **Article 11- Dispositions diverses**

- L'annexe technique présentant le programme détaillé du projet fait partie intégrante de la convention.
- Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant, sous réserve de l'absence de modification de l'économie générale

de la convention. Celui-ci précisera les éléments modifiés mais qui ne pourront remettre en cause les opérations définies à l'article 1<sup>er</sup>.

- Les justificatifs et documents exigés à l'article 4 de la présente seront transmis par PREMICE à l'adresse suivante :

Monsieur le Président de la Région Bourgogne  
Direction de l'Enseignement Supérieur et la Recherche  
17, Boulevard de la Trémouille  
CS 23502  
21035 DIJON Cedex

Fait à Dijon, le .....  
en trois exemplaires originaux

Le Président de PREMICE

Le Président de la Région Bourgogne,

Roger GUILARD

**CONVENTION DE SOUTIEN A L'INVESTISSEMENT  
REGION - CENTRE DE RECHERCHE  
N° .....**

**ENTRE**

La Région Bourgogne, sise 17 boulevard de la Trémouille à DIJON, représentée par Monsieur François PATRIAT, Président du Conseil régional de Bourgogne, dûment habilité à l'effet de signer le présente par délibération du Conseil régional n° ..... en date ....., ci-après désignée par le terme « la Région ».

**ET**

....., sise ....., ci-après désignée par le terme « le Centre de Recherche Bénéficiaire » représenté par ....., (fonction).

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le règlement budgétaire et financier adopté les 24 et 25 janvier 2011,

VU le règlement des subventions régionales adopté les 13 et 14 janvier 2014,

VU la demande d'aide formulée par le Centre de Recherche Bénéficiaire en date .....

VU la délibération du conseil régional n° ..... en date ....., transmise au Préfet de la Région Bourgogne le .....

**PREAMBULE**

La politique régionale en faveur de la recherche et l'innovation pour la période 2014-2020 a pour enjeu la mise en place d'une stratégie de différenciation intelligente (Research and Innovation Stratégies for Smart Specialization - RIS3 ou Stratégie Régionale pour l'Innovation-Spécialisation Intelligente – SRI-SI) qui consiste en une concentration des moyens sur un nombre restreint de thèmes représentant un avantage concurrentiel au plan européen en termes d'innovations conduisant à du développement socio-économique. Cette politique vise par conséquent à rapprocher la recherche bourguignonne du tissu économique local et à attirer des compétences de haut niveau en vue de faire de la Bourgogne une région d'Europe reconnue pour son potentiel d'innovation et sa transformation en produits, services et procédés au bénéfice des bourguignons et de leur industrie.

Au titre de la recherche et de la compétitivité et du transfert de technologie et de l'innovation, la Région investit dans les équipements structurants des établissements de recherche, des structures de transfert, d'une personne morale, filiale d'un établissement public de recherche dont l'objet social est le transfert de technologie ou la valorisation de la recherche, d'un établissement public ou d'une association ou une entreprise tant en fonctionnement, allocation et investissement.

C'est pourquoi, elle participe aux opérations structurantes et souhaite contribuer à l'amélioration de l'environnement scientifique des chercheurs en favorisant l'acquisition et l'implantation d'instruments de recherche performants.

Pour la réalisation du projet, objet de la présente convention, la Région mobilisera les crédits régionaux.

**CECI ETANT EXPOSE, IL EST CONVENU CE QUI SUIT :****Article 1 : Objet****Article 1-1**

La présente convention a pour objet de définir le cadre ainsi que les modalités de l'engagement réciproque de la Région et du bénéficiaire dans la réalisation de(s) l'opération(s) suivante(s) :

..... «Projet»«N» ,

**Article 1-2**

Le projet sera réalisé au sein de l'Unité de recherche

.....du Centre de Recherche Bénéficiaire, dirigée par

....., sous la responsabilité scientifique de  
.....«Responsable\_scientifique».

## **Article 2 : Engagement de la Région**

La Région s'engage, sous réserve de la mise en œuvre des dispositions visées à l'article 3.3 des présentes, à attribuer au bénéficiaire une subvention d'un montant maximum de «Montant\_demandé» € (..... euros).

La ventilation par poste de la dépense subventionnable figure dans l'annexe jointe.

## **Article 3 : Versement de la subvention**

### **3.1 - Le versement de la subvention visée à l'article 2 précité sera subordonné :**

- au respect de l'affectation de la subvention et de la ventilation figurant dans l'annexe financière jointe à la présente, dans la limite de l'assiette subventionnable,
- à la production des justificatifs visés à l'article 3.2,
- à la justification de la publicité de l'aide régionale comme précité dans l'article 4.1. ci-dessous, et conformément à l'article 1.10 du règlement des subventions régionales,
- au respect des engagements visés à l'article 4.

### **3.2 - Modalités de versement des participations de la Région**

Le règlement de la participation de la Région s'effectuera conformément aux articles 1.5 et 1.6 du règlement des subventions régionales selon les modalités suivantes :

- Une avance de 30% de la subvention sera versée à la signature de la convention (dans l'hypothèse où cette avance ne pourrait être justifiée ultérieurement, un reversement sera demandé),
- Des acomptes seront versés à la demande du bénéficiaire au fur et à mesure de l'avancement des travaux et sur présentation d'un état détaillé des mandaterments, visés par le comptable public compétent, accompagné des factures acquittées correspondantes. Le nombre des acomptes est fixé à trois maximum.
- La demande du solde et les pièces justificatives des dépenses correspondantes seront déposés au plus tard dans les six mois à compter de la date limitée de fin de réalisation de l'opération telle que définie à l'article 7 de la présente convention.

### **3.3 - Reversement et proratisation**

Le reversement pourra être exigé en cas de non-respect de tout ou partie des obligations mises à la charge du bénéficiaire au titre de la présente convention et notamment si :

1. le coût définitif de l'investissement est inférieur au montant global retenu, les participations allouées par la Région seront calculées au prorata des dépenses effectivement supportées par le bénéficiaire.
2. les sommes perçues n'ont pas été utilisées par le bénéficiaire, ou si elles l'ont été à des fins autres que celles faisant l'objet de la présente convention, le reversement partiel ou total des sommes versées sera exigé.

Par ailleurs, le versement de la subvention pourra être bloqué ou annulé si les documents ou justificatifs demandés ci-dessous ne sont pas fournis dans les délais impartis, soit au maximum 6 mois après achèvement de l'opération.

## **Article 4 : Obligations du bénéficiaire**

### **4.1 - Réalisation du projet**

Le bénéficiaire de l'aide s'engage dans le cadre des actions décrites à l'article 1 ci-avant :

- à réaliser ou faire les investissements objets de la présente convention, dans un délai maximum de **2 ans**,
- à employer l'intégralité de la subvention régionale pour mener à bien le programme décrit à l'article 1<sup>er</sup>, à l'exclusion de toutes autres opérations,
- à mentionner le concours financier de la Région à cette opération et à apposer le logo type du conseil régional sur tous supports de communication,
- à faire connaître à la Région les autres financements publics dont il dispose,
- à maintenir en Bourgogne, et pour l'utilisation prévue dans l'annexe technique, les investissements financés.

#### **4.2 - Information et contrôle**

Le bénéficiaire s'engage à :

- permettre aux représentants des services régionaux le contrôle sur place de la réalisation de l'opération précitée et le libre accès aux documents administratifs, comptables et techniques,
- transmettre tous les documents ou renseignements que la Région pourra lui demander dans un délai d'un mois à compter de cette demande,
- faire état du financement régional sur l'ensemble des documents établis et lors des manifestations organisées sur l'opération visée en objet de la présente convention,
- transmettre à la Région un bilan de réalisation des opérations,
- signaler à la Région sa mise sous tutelle dans le délai de 3 mois à compter de la survenance de l'évènement.

Le non-respect de cet engagement pourra entraîner la suspension des versements de tout ou partie de la subvention ou son annulation.

#### **Article 5 : Sanctions pécuniaires**

La Région se réserve le droit de ne pas verser la subvention au bénéficiaire, ou de faire mettre en recouvrement par le payeur régional sur présentation d'un titre de recettes émis par elle, le montant intégral de la subvention versée dans les hypothèses indiquées ci-après :

- en cas de manquement total ou partiel du bénéficiaire à l'un quelconque des engagements et obligations issus des présentes,
- en cas d'inexactitude sur les informations fournies et les déclarations faites par le bénéficiaire de la Région,
- en cas d'abandon du projet défini à l'article 1<sup>er</sup>,
- en cas de non présentation à la Région par le bénéficiaire de l'ensemble des documents énumérés à l'article 4,
- en cas de refus de communication des documents comptables de nature à vérifier l'affectation de la subvention,
- en cas de non réalisation, totale ou partielle de la dépense subventionnable affectée à (aux) l'action(s) visée(s) à l'article 1, le bénéficiaire s'engage à procéder à la restitution du trop perçu à l'échéance de la convention. A défaut, la collectivité pourra procéder à l'émission d'un titre de recettes correspondant au trop perçu.

#### **Article 6 : Résiliation**

La mise en œuvre des dispositions visées à l'article 5 précité entraînera la résiliation de plein droit et sans indemnité de la présente convention, sauf cas de force majeure ou accord de la Région.

#### **Article 7 : Délais de réalisation**

L'opération subventionnée devra être réalisée entre le ..... (date de dépôt de la demande complète) et la date limite de fin de réalisation de l'opération, soit deux ans à compter de la date de signature par le

Président du Conseil régional de Bourgogne de la présente convention. Cette période correspond à la période d'éligibilité des dépenses.

La convention doit être signée dans un délai maximum de 6 mois à partir de l'envoi pour signature au bénéficiaire. Passé ce délai, la Région se réserve la possibilité d'annuler la subvention.

#### **Article 8 : Règlement amiable**

En cas de difficulté quelconque liée à la conclusion ou l'exécution de la présente convention, quels qu'en soient la cause ou l'objet, il est expressément convenu, et ce avant tout recours contentieux, que les parties procèderont, par voie de règlement amiable. Pour ce faire, les parties s'obligent à entamer, sans délai et sans condition préalable, des négociations aux fins de résoudre tout différend.

#### **Article 9 : Attribution de la juridiction**

A défaut de règlement amiable, visé à l'article 8, le tribunal administratif de Dijon sera seul compétent pour connaître du contentieux.

#### **Article 10 : Dispositions diverses**

**10.1** - L'annexe financière relative à la détermination de la dépense subventionnable (...) du projet fait partie intégrante de la présente convention.

**10.2** - L'annexe technique relative au programme et à la réalisation du projet fait partie intégrante de la présente convention.

**10.3** - Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant, sous réserve de l'absence de modification de l'économie générale de la convention. Celui-ci précisera les éléments modifiés mais qui ne pourront remettre en cause les opérations définies à l'article 1<sup>er</sup>.

**10.4** - Les justificatifs visés aux articles 3 et 4 de la présente convention seront transmis par le bénéficiaire à l'adresse suivante :

Monsieur le Président du Conseil régional de Bourgogne  
Direction de de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche  
17, boulevard de la Trémouille  
CS 23502  
21035 DIJON Cedex

Fait à Dijon, le .....  
en trois exemplaires originaux

Le représentant légal du centre de  
Recherche bénéficiaire  
.....

Le Président de la Région Bourgogne

visas :

Le responsable scientifique de l'opération

Le Directeur de l'unité de recherche

## PLAN DE FINANCEMENT INVESTISSEMENT

BENEFICIAIRE : .....

CONVENTION N° ...../ DESR

DEPENSES PREVISIONNELLES (HT ou TTC <sup>1</sup> )			RECETTES PREVISIONNELLES	
<i>Investissements Postes à détailler</i>	<i>Colonne A : Coût prévu éligible = <u>dépense</u> <u>subventionnable</u></i>	<i>Colonne B : Coût prévu <u>non éligible</u></i>	<i>Financements (à détailler)</i>	<i>Montants prévus</i>
-			- subvention Etat	
-			- subvention Région	
-			- autres (à préciser) :	
-			-	
-			- autofinancement	
-			-	
<i>S/TOTAL</i>			-	
<b>TOTAL (Colonnes A+B)</b>			<b>TOTAL</b>	

---

<sup>1</sup>A préciser



## ANNEXE TECHNIQUE

**CONVENTION DE SOUTIEN A UN PROGRAMME DE RECHERCHE****REGION – CENTRE DE RECHERCHE**

N° .....

ENTRE d'une part :

La Région Bourgogne, sise 17 boulevard de la Trémouille à DIJON, représentée par Monsieur François PATRIAT, Président du Conseil régional de Bourgogne, dûment habilité à l'effet de signer la présente par délibération du conseil régional n° ..... en date du ....., ci-après désignée par le terme « la Région ».

ET d'autre part :

....., sis(e) ....., ci-après désignée par le terme « le Centre de Recherche Bénéficiaire » représenté par ....., (fonction).

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le règlement budgétaire et financier adopté les 24 et 25 janvier 2011,

VU le règlement des subventions régionales adopté les 13 et 14 janvier 2014,

VU la demande d'aide formulée par le Centre de Recherche Bénéficiaire en date du .....

VU la délibération du conseil régional n° ..... en date du ....., transmise au Préfet de la Région Bourgogne le .....,

**I - PREALABLEMENT, IL EST RAPPELE :**

La politique régionale en faveur de la recherche et l'innovation pour la période 2014-2020 a pour enjeu la mise en place d'une stratégie de différenciation intelligente (Research and Innovation Strategies for Smart Specialization - RIS3 ou Stratégie Régionale pour l'Innovation-Spécialisation Intelligente – SRI-SI) qui consiste en une concentration des moyens sur un nombre restreint de thèmes représentant un avantage concurrentiel au plan européen en termes d'innovations conduisant à du développement socio-économique. Cette politique vise par conséquent à rapprocher la recherche bourguignonne du tissu économique local et à attirer des compétences de haut niveau en vue de faire de la Bourgogne une région d'Europe reconnue pour son potentiel d'innovation et sa transformation en produits, services et procédés au bénéfice des bourguignons et de leur industrie.

Au titre de la recherche et de la compétitivité et du transfert de technologie et de l'innovation, la Région intervient dans le cadre des projets et études initiés par des établissements de recherche bourguignons, des structures de transfert, une personne morale, filiale d'un établissement public de recherche dont l'objet social est le transfert de technologie ou la valorisation de la recherche, un établissement public ou une association ou une entreprise tant en fonctionnement, allocation et investissement. .

Pour la réalisation du projet objet de la présente convention, la Région mobilisera les crédits régionaux.

**II - IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :****Article 1 : Objet****Article 1-1**

La présente convention a pour objet de définir le cadre ainsi que les modalités de l'engagement réciproque de la Région et du Centre de Recherche Bénéficiaire dans la réalisation de(s) l'opération(s) suivante(s) :  
«Projet»«N» : ..... dont le détail est décrit dans l'annexe technique.

## **Article 1-2**

Le projet sera réalisé au sein de l'Unité de recherche ....., du Centre de Recherche Bénéficiaire dirigée par ....., sous la responsabilité scientifique de .....

## **Article 2 : Engagement de la Région**

La Région s'engage, sous réserve de la mise en oeuvre des dispositions visées à l'article 3.3 des présentes, à attribuer au Centre de Recherche Bénéficiaire une subvention d'un montant maximum de ..... € (..... euros).

La ventilation par poste de la dépense subventionnable figure dans le budget prévisionnel (annexe 1).

## **Article 3 : Versement de la subvention**

3.1 - Le versement de la subvention visée à l'article 2 précité sera subordonné :

- au respect de l'affectation de la subvention et de la ventilation en annexe, dans la limite de l'assiette subventionnable,
- à la production des justificatifs visés à l'article 3.3, conformément aux dispositions de l'article 3.4
- au respect des engagements visés à l'article 4.
- à la justification de la publicité de l'aide régionale comme précisé dans l'article 4.1. ci-dessous, et conformément à l'article 1.10 du règlement des subventions régionales,

3.2 - Le versement de l'aide prévue à l'article 2 pourra être effectué de la façon suivante :

- 30 % à la signature de la convention,
- au plus 50 % d'acompte complémentaire sur justificatifs du paiement des dépenses représentatives du premier acompte et de l'engagement des autres dépenses,
- 20 % au moment du solde final sur présentation :
  - des dépenses réalisées
  - du compte-rendu financier (annexe 2) visé à l'article 4.2.4.
  - de la justification de la publicité de l'aide régionale comme précisé à l'article 4.1.3 ci-dessous et conformément à l'article 1.10 du règlement des subventions régionales.

L'ensemble des justificatifs devront être visés par le comptable public compétent et accompagné du rapport scientifique final de l'opération (annexe 4 « compte rendu de fin de travaux ») dans sa version non confidentielle.

Le versement sera effectué sur le compte ouvert :

Au nom de :  
Banque :  
Agence de :  
Code Banque :  
Code guichet :

N° de compte :  
Clé RIB :

3.3 - La Région verse la subvention visée à l'article 2, au prorata des dépenses effectivement réalisées au regard de la dépense subventionnable, sur présentation d'un état détaillé des mandatement visé par le comptable public compétent, conformément aux articles 1.5, 1.6 et 2.1 du règlement des subventions régionales. La Région peut demander que cet état soit accompagné des factures correspondantes si la compréhension de son contenu rend nécessaire cette communication.

3.4 - La demande de solde et les pièces justificatives des dépenses correspondantes seront déposés au plus tard dans les six mois à compter de la date limite de fin de réalisation de l'opération telle que définie à l'article 7 de la présente convention.

3.5 - Le Centre de Recherche Bénéficiaire s'engage à supporter la charge de tous les frais, impôts et contribution, de quelque nature qu'ils soient, que la présente convention serait susceptible de générer, afin que la Région ne puisse en aucun cas être mise en cause à cet égard.

#### **Article 4 : Engagements du bénéficiaire**

##### **4.1 - Réalisation du projet et utilisation des résultats**

4.1.1 - Le Centre de Recherche Bénéficiaire s'engage à réaliser son (ses) action(s) dans les conditions décrites dans le dossier présenté au moment de la demande d'aide régionale.

4.1.2 - Le Centre de Recherche Bénéficiaire s'engage à employer l'intégralité de la subvention régionale pour mener à bien le programme décrit à l'article 1 précité, à l'exclusion de toute autre opération.

4.1.3 - Le Centre de Recherche Bénéficiaire s'engage à faire mention du concours financier de la Région et apposer le logo type du conseil régional sur tous supports de communication dans les conditions prévues à l'article 1.10 du règlement des subventions régionales.

4.1.4 - Le Centre de Recherche Bénéficiaire s'engage à prendre toutes les dispositions pour que les résultats des travaux puissent être accessibles aux organismes professionnels régionaux, dans le respect des règles concernant le secret des travaux de recherche. Il s'engage à informer la Région du contenu des publications scientifiques ou techniques ou de toute demande de dépôt de brevet.

##### **4.2 - Information et contrôle**

4.2.1 - Le Centre de Recherche Bénéficiaire s'engage à alerter la Région en cas de mise sous tutelle, dans un délai maximum de trois mois après la survenance de l'évènement.

4.2.2 - Le Centre de Recherche Bénéficiaire s'oblige à laisser la Région effectuer, à tout moment, l'ensemble des opérations de contrôle sur place et/ou sur pièces qu'elle jugera utiles, de quelque nature qu'elles soient, afin que cette dernière soit en mesure de vérifier qu'il satisfait pleinement aux obligations et engagements issus des présentes.

A cet égard, le Centre de Recherche Bénéficiaire s'engage à transmettre à la Région tous documents et tous renseignements qu'elle pourra lui demander, dans un délai d'un mois à compter de la demande.

4.2.3 - Le Centre de Recherche Bénéficiaire s'engage à faire connaître à la Région les autres financements publics dont il a bénéficié par la transmission du plan de financement actualisé, à l'appui des pièces justificatives de solde.

4.2.4 - Le Centre de Recherche Bénéficiaire s'engage à transmettre à la Région un bilan de réalisation de(s) l'action(s) établi selon l'annexe 2 accompagné de l'annexe 4 « compte rendu de fin de travaux » dans sa version non confidentielle.

#### **Article 5 : Sanctions pécuniaires**

La Région se réserve le droit de ne pas verser la subvention au bénéficiaire, ou de faire mettre en recouvrement par le payeur régional sur présentation d'un titre de recettes émis par elle, le montant intégral de la subvention versée dans les hypothèses indiquées ci-après :

- en cas de manquement total ou partiel du bénéficiaire à l'un quelconque des engagements et obligations issus des présentes,
- en cas d'inexactitude sur les informations fournies et les déclarations faites par le Centre de Recherche Bénéficiaire de la Région,

- en cas de non présentation à la Région par le Centre de Recherche Bénéficiaire de l'ensemble des documents énumérés à l'article 4,
- en cas de refus de communication de documents comptables de nature à vérifier l'affectation de la subvention,
- en cas de non réalisation, totale ou partielle, de la dépense subventionnable affectée à (aux) l'action(s) visée(s) à l'article 1, le Centre de Recherche Bénéficiaire s'engage à procéder à la restitution du trop perçu à l'échéance de la convention. A défaut, la collectivité pourra procéder à l'émission d'un titre de recettes correspondant au trop perçu.

#### **Article 6 : Résiliation**

La mise en œuvre des dispositions visées à l'article 5 précité entraînera la résiliation de plein droit et sans indemnité de la présente convention, sauf cas de force majeure ou accord de la collectivité.

#### **Article 7 : Délais de réalisation**

L'opération subventionnée devra être réalisée entre le .....(date de dépôt de la demande complète) et la date limite de fin de réalisation de l'opération, soit un an à compter de la date de signature par le Président du Conseil régional de Bourgogne de la présente convention. Cette période correspond à la période d'éligibilité des dépenses »

La convention doit être signée par le bénéficiaire dans un délai maximum de 6 mois à partir de l'envoi pour signature par la Région. Passé ce délai, les engagements de la région seront frappés de caducité.

#### **Article 8 : Règlement amiable**

En cas de difficulté quelconque liée à la conclusion ou l'exécution de la présente convention, quels qu'en soient la cause ou l'objet, il est expressément convenu, et ce avant tout recours contentieux, que les parties procéderont, par voie de règlement amiable. Pour ce faire, les parties s'obligent à entamer, sans délai et sans condition préalable, des négociations aux fins de résoudre tout différend.

#### **Article 9 : Attribution de la juridiction**

A défaut de règlement amiable, visé à l'article 8, le tribunal administratif de Dijon sera seul compétent pour connaître du contentieux.

#### **Article 10 : Dispositions diverses**

10.1 - L'annexe 1 relative à la détermination de la dépense subventionnable (.....)<sup>2</sup>du projet, fait partie intégrante de la présente convention.

Elle fait apparaître des postes comptables identifiés. Toute dépense non prévue à l'annexe 1 ne pourra être financée et sera déduite de l'assiette subventionnable.

10.2 - L'annexe 2 relative au compte rendu financier de (des) l'action(s) fait partie intégrante de la convention.

10.3 - L'annexe 3 relative au projet fait partie intégrante de la convention.

10.4 - L'annexe 4 relative au compte rendu de fin de travaux fait partie intégrante de la convention.

10.5 - Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant, sous réserve de l'absence de modification de l'économie générale de la convention. Celui-ci précisera les éléments modifiés mais qui ne pourront remettre en cause les opérations définies à l'article 1<sup>er</sup>.

10.6 - Les justificatifs visés aux articles 3 et 4 de la présente convention seront transmis par le Centre de Recherche Bénéficiaire à l'adresse suivante :

---

<sup>2</sup> à préciser

Monsieur le Président du Conseil régional de Bourgogne  
Direction de l'Enseignement supérieur et de la Recherche  
17, boulevard de la Trémouille  
CS 23502  
21035 DIJON Cedex

Fait à Dijon, le .....  
en trois exemplaires originaux  
Le Président du Conseil régional  
de Bourgogne

Le représentant légal du Centre de  
Recherche Bénéficiaire

Visas

.....

Le responsable scientifique de l'opération

Le Directeur de l'unité de recherche ou structure

## BUDGET PREVISIONNEL DE L'ACTION

Le total des charges doit être égal au total des produits

Exercice 20

CHARGES	Montant <sup>3</sup>	PRODUITS	Montant
<b>CHARGES DIRECTES</b>		<b>RESSOURCES DIRECTES</b>	
60–Achats	0	70–Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	
<b>Prestations de services</b>			
<b>Achats matières et fournitures</b>		<b>74- Subventions d'exploitation<sup>4</sup></b>	<b>0</b>
<b>Autres fournitures</b>		<b>Etat : préciser le(s) ministère(s) sollicité(s)</b>	
61– Services extérieurs	0	-	
<b>Locations</b>		-	
<b>Entretien et réparation</b>		<b>Région(s) :</b>	
<b>Assurance</b>		-	
<b>Documentation</b>		<b>Département(s) :</b>	
62–Autres services extérieurs	0	-	
<b>Rémunérations intermédiaires et honoraires</b>		<b>Intercommunalité(s) : EPCI<sup>5</sup></b>	
<b>Publicité, publication</b>		-	
<b>Déplacements, missions</b>		<b>Commune(s) :</b>	
<b>Services bancaires, autres</b>		-	
63–Impôts et taxes	0	Organismes sociaux(détailler) :	
<b>Impôts et taxes sur rémunération</b>		-	
<b>Autres impôts et taxes</b>		<b>Fonds européens</b>	
64-Charges de personnel	0	-	
Rémunération des personnels		L'agence de services et de paiement(ex- CNASEA – emplois aidés)	
Charges sociales		Autres établissements publics	
Autres charges de personnel		Aides privées	
65-Autres charges de gestion courante		75–Autres produits de gestion courante	
66-Charges financières		Dont cotisations, dons manuels ou legs	
67-Charges exceptionnelles		76– Produits financiers	
68-Dotation aux amortissements		78–Reprises sur amortissements et provisions	
<b>CHARGES INDIRECTES</b>			
<b>Charges fixes de fonctionnement</b>			
<b>Frais financiers</b>			
Autres			
<b>TOTAL DES CHARGES</b>	<b>0</b>	<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	<b>0</b>
<b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES</b>			
86- Emplois des contributions volontaires	0	87-Contributions volontaires en nature	0
En nature		<b>Bénévolat</b>	
<b>Secours en nature</b>		<b>Prestations en nature</b>	
<b>Mise à disposition gratuite de biens et prestations</b>		<b>Dons en nature</b>	
<b>Personnel bénévole</b>			
<b>TOTAL</b>	<b>0</b>	<b>TOTAL</b>	<b>0</b>
La subvention de ..... € représente ..... % du total des produits :			
(montant demandé/total des produits) x 100			

<sup>3</sup> Ne pas indiquer les centimes d'euros

<sup>4</sup> L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs. Aucun document complémentaire ne sera demandé si cette partie est complétée en indiquant les autres services et collectivités sollicitées.

<sup>5</sup> Catégories d'établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre: communauté de communes ; communauté d'agglomérations; communauté urbaine

## Compte rendu financier de l'action

Exercice 20

CHARGES <sup>1</sup>	Prévision	Réalisation	%	PRODUITS <sup>1</sup>	Prévision	Réalisation	%
Charges directes affectées à l'action				Ressources directes affectées à l'action			
60-Achat				70-Vente de marchandises, produits finis, prestations de services			
Prestations de services							
Achats matières et fournitures				74 - Subventions d'exploitation <sup>2</sup>			
Autres fournitures				Etat : préciser le(s) ministère(s)			
61- Services extérieurs							
Locations immobilières				Région(s):			
Entretien et réparation				Département(s):			
Assurance							
Documentation				Intercommunalité(s): EPCI			
Divers							
62-Autres services extérieurs				Commune(s):			
Rémunérations intermédiaires et honoraires				Organismes sociaux(détailler):			
Publicité, publication							
Déplacements, missions				Fondseuropéens			
Services bancaires, autres							
63-Impôts et taxes				L'agence de services et de paiement (ex-CNASEA - Emplois aidés)			
Impôts et taxes sur rémunération				Autres établissements publics			
Autres impôts et taxes				Aides privées			
64 -Chargesde personnel				75-Autres produits de gestion courante			
Rémunération des personnels				Dont cotisations, dons manuels Ou legs			
Charges sociales				76- Produits financiers			
Autres charges de personnel				78-Reports ressources non utilisées d'opérations antérieures			
65 -Autres charges de Gestion courante							
66 -Charges financières							
67 -Charges exceptionnelles							
68 -Dotation aux amortissements							
Charges indirectes affectées à l'action							
Charges fixes de fonctionnement							
Frais financiers							
Autres							
Total des charges				Total des produits			
<b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES</b>							
86 - Emplois des contributions volontaires en nature				87-Contributions volontaires en nature			
Secours en nature				Bénévolat			
Mise à disposition gratuite				Prestations en nature			
Personnel bénévole				Dons en nature			
TOTAL				TOTAL			
La subvention de ..... € représente ..... % du total des produits : (montant attribué/total des produits) x 100							

Fait à ....., le  
.....Signature :

<sup>1</sup> Ne pas indiquer les centimes d'euros

<sup>2</sup> L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs. A aucun document complémentaire ne sera demandé si cette partie est complétée en indiquant les autres services et collectivités sollicités.



ANNEXE TECHNIQUE : EXPOSE DU PROGRAMME DE RECHERCHE

COMPTE RENDU DE FIN DE TRAVAUX

ADOPTÉ